

Publication "Perspectives Tunisiennes" N°8

---

**Mouvement  
de février 1972  
en Tunisie :**

**Un nouveau bond dans  
le combat de la jeunesse  
intellectuelle**

---

**G. E. A. S. T.**

Publication "Perspectives Tunisiennes" N°8

---

**Mouvement  
de février 1972  
en Tunisie :**

**Un nouveau bond dans  
le combat de la jeunesse  
intellectuelle**

---

**G. E. A. S. T.**

## AVANT-PROPOS

*Le mouvement de la jeunesse en Tunisie a montré, particulièrement au courant du mois de février 1972, qu'il est devenu plus large et plus vigoureux. La combativité des étudiants et des lycéens s'est trouvée doublement renforcée et par une grande conscience politique et surtout par la ferme volonté d'unir encore plus les luttes estudiantines à celles du mouvement populaire. La jeunesse universitaire et scolaire qui a franchi une nouvelle étape décisive dans son combat est aujourd'hui plus que jamais consciente de la nécessité de renforcer ses liens avec les masses et de s'associer aux actions du peuple contre le pouvoir réactionnaire.*

*Le degré de lutte et le niveau de conscience du mouvement de février 1972 ne peut laisser en aucun cas les marxistes-léninistes indifférents ou passifs. Le bilan des luttes de la jeunesse universitaire et scolaire fait encore défaut alors que ce travail de systématisation des différentes expériences estudiantines est actuellement indispensable et même urgent pour le développement et le renforcement de la lutte des étudiants et des lycéens. Tous les groupes et les militants révolutionnaires ont pour devoir de contribuer à ce travail d'analyse.*

*La présente brochure s'inscrit dans le cadre de ce travail mais ne constitue cependant pas un bilan définitif à l'échelle de notre Groupe. Elle est une première contribution à ce travail de systématisation qui se poursuit encore.*

*Ce texte a été écrit à la fin du mois de mars 1972 par un de nos camarades qui a directement pris part aux événements ; il n'a pu être publié à « chaud » pour des raisons strictement techniques, il lui manque donc les développements ultérieurs de la lutte de la jeunesse. Notre Groupe a tenu toutefois à le faire paraître tel quel afin qu'il constitue en quelque sorte une pièce du dossier qui va servir de point de départ au travail de bilan général des luttes de la jeunesse intellectuelle.*

G.E.A.S.T., juillet 1972.

## I. — LES LUTTES DE LA JEUNESSE

### A) LE MOUVEMENT DE FEVRIER 1972

Les derniers événements de février 1972, ne représentent pas un fait totalement nouveau, car la Tunisie a déjà connu d'autres actions étudiantes en décembre 1966, en juin 1967, en janvier-mars 1968, en février 1970 et en 1971.

Cependant, la lutte de février dernier mérite d'être analysée à plus d'un titre. Tout d'abord, il est très important de tirer de chaque lutte des leçons pour des actions futures, car il est faux de penser que les militants M. L. inventent entre « quatre murs » les formes de combat. Ils les apprennent au contraire dans la vie, dans la lutte de masse, puis les affinent et les remettent encore une fois en pratique.

Ensuite février 1972 représente incontestablement une expérience encore plus riche et plus mûre que les autres actions passées. Il est donc important de s'arrêter sur les apports de cette dernière action afin de connaître les acquis de cette lutte et de pouvoir les consolider au courant des prochains combats.

#### 1° C'est un mouvement de masse

Un des traits essentiels du mouvement de février 1972, est son caractère de masse. Il faut s'arrêter tout d'abord sur les causes de ce combat, puis examiner les diverses composantes de ses forces motrices. Il ne s'agit, bien entendu, ni de limiter l'étendue et la portée de cette action ni d'exagérer la puissance de ce mouvement en tentant de le présenter comme étant très impétueux et invulnérable. Seules une analyse objective de ce qui s'est passé véritablement au courant de ce mois et une juste évaluation des forces réelles qui ont participé à cette lutte permettront aux M.L. de tirer les leçons qui s'imposent afin d'aider le mouvement démocratique à avancer. L'action de février a pour cause profonde l'exploitation et l'oppression du peuple tunisien par le pouvoir. Ce dernier non seulement pressure les diverses classes et couches populaires, mais il les empêche, par l'intermédiaire de ses organes répressifs, de s'exprimer et de défendre leurs intérêts. Il recourt pour opprimer le peuple non seulement à la police officielle et aux hommes de main du P.S.D., mais aussi aux appareils syndicaux « jaunes » (U.G.T.T., U.G.E.T., etc.)

La satellisation de toutes les organisations nationales et la mise au pas de leur base respective sont des traits importants du régime politique et des causes non négligeables de la révolte actuelle des masses estudiantines. Celles-ci n'ont jamais admis l'intrusion du pouvoir d'une manière générale dans les affaires intérieures de l'U.G.E.T. et plus particulièrement dans le dernier congrès de Korba où le gouvernement a déclenché un coup de force et a

imposé une direction fantoche alors que les congrésistes non distouriens étaient nettement majoritaires (105 sur un total de 180).

Deux causes immédiates vont précipiter l'explosion étudiante. La première est l'exclusion de l'étudiant Ben Chehida et la seconde est la décision des autorités de faire comparaître Simone Ben Othman, arrêtée le 10 janvier 1972 et Ahmed Ben Othman détenu depuis avril 1971, devant la Cour de Sûreté de l'Etat, les 1<sup>er</sup> et 3 février.

La très grande majorité des masses estudiantines entre alors en action. Le lundi 31 janvier et le 1<sup>er</sup> février toutes les facultés et les grandes écoles se mettent en grève. Le jour du procès de Simone Ben Othman, les étudiants, rejetant les mots d'ordre démobilisateurs des révisionnistes, occupent le Palais de Justice puis manifestent dans la rue : ils traversent l'avenue Bab Benat, la place Bab Soukka, la rue de l'Alfa, les avenues de Paris, de Mongi Slim et de Habib Bourguiba.

De grands meetings groupant des milliers d'étudiants, se succèdent dans les facultés. Le 2 février, 4 000 étudiants de toutes les disciplines se réunissent à la faculté de Droit pour dénoncer la répression qui s'abat sur les citoyens, et pour demander au gouvernement la tenue d'un congrès extraordinaire. Le jour de l'ouverture du congrès, c'est-à-dire le 3 février, la masse des étudiants participent activement aux cinq commissions (politique générale, affaires intérieures, affaires culturelles, presse et informations, affaires syndicales). Quelques unes de ces commissions groupent plus d'un millier d'étudiants !

Très vite le mouvement fait tache d'huile et s'étend aux lycéens. Ces derniers, protestant contre la sélection dans l'enseignement, se joignent au mouvement. Le mercredi 2 et le jeudi 3 février, les élèves des classes terminales déclenchent la grève ; celle-ci s'étend du lycée de jeunes filles de la rue du Pacha au lycée technique du 9 avril, à celui de la rue de Russie, puis au lycée Sadiki. Quelques jours plus tard, les élèves des établissements de Carthage, de la nouvelle Ariane, de Alaoui et de Bab El Khadra font cause commune avec les grévistes. Enfin, avec un peu plus de retard, les lycées de l'intérieur (Sfax, Jendouba, le Kef, Mateur, Tabarka, Menzel Bourguiba, Sousse, Kasserine, Gafsa) se mettent en grève.

A Tunis, comme dans les autres gouvernorats, les élèves manifestent par milliers dans la rue en criant : « A bas le gouvernement, à bas Bourguiba, vive le peuple », et ils ripostent courageusement aux brutalités des « Brigades de l'Ordre Public » (B.O.P.) en jetant des pierres sur les agents de la répression.

Devant l'ampleur du mouvement des jeunes, le gouvernement « aiguisé ses couteaux » le vendredi 4 et lance, le samedi matin, ses bandes fascistes destouriennes, puis sa police, contre les étudiants. Le « campus » est envahi par les forces répressives, c'est alors le massacre et la chasse aux étudiants et aux étudiantes. La population de « Ras Tabia » et de « Djebel Lahmar » ouvre ses portes pour accueillir les jeunes pourchassés par la police. Les femmes du peuple poussent des « youyou », hébergent les étudiants et les étudiantes, puis les aident à échapper aux brigades de l'ordre public. A Sfax, au Kef, à Kasserine et à Gabès, la population s'interpose entre la police et les élèves des établissements secondaires.

D'un autre côté, Achour n'a convaincu personne lorsqu'il a affirmé que le prolétariat est la « garde rouge » du régime. Les ouvriers qui subissent

de plus en plus l'élévation du coût de la vie, n'ont pas écouté l'agent du pouvoir au sein de leur centrale et ils ont déclenché des arrêts de travail qui n'avaient pas seulement un caractère économique.

Tout juste après la terrible répression des étudiants et des lycéens (plusieurs morts et un grand nombre de blessés), les cheminots et les ouvriers des phosphates de Sfax (S.I.A.P.E.) décident de faire la grève pour défendre leurs intérêts économiques et pour se solidariser avec le mouvement étudiant.

Quelques jours après, toujours dans la même ville, c'est le tour des dockers et des travailleurs d'une société de transport (SORETRAS). Face à la double crise politique et sociale, dont le principal responsable est le pouvoir, les dockers de la capitale défilent de Tunis jusqu'à la banlieue pour protester contre la montée vertigineuse des prix et contre la détérioration de leur pouvoir d'achat.

Il est vrai enfin qu'à côté de la sympathie des masses et de la solidarité populaire (qu'il est nécessaire de consolider encore plus dans les actions futures), l'aile mestiriste du P.S.D. n'est pas restée absente au cours de ces journées. Cette tendance destourienne, qui représente pourtant une fraction de classe dont les intérêts économiques coïncident avec la politique du gouvernement, a adopté, à l'égard du pouvoir, une attitude passive, refusant de l'appuyer, après l'avoir sérieusement malmené à la fin du congrès de Monastir. Cette tendance a tenté de canaliser l'action des jeunes en sa faveur en profitant de l'absence d'un parti révolutionnaire prolétarien, mais le mouvement étudiant a su, dans la limite de ses possibilités, se démarquer jusqu'à présent de l'aile dite « libérale » du destour.

Cependant, si l'action de février 1972 a été un mouvement de masse rassemblant la quasi totalité des étudiants sur la base de mots d'ordre communs et bénéficiant de la sympathie et de la solidarité de la population, elle a été également menée avec une remarquable conscience politique.

## 2° La remarquable conscience politique du mouvement

A tous les réactionnaires ne se lassant pas de répéter que le peuple tunisien n'est pas mûr pour la démocratie, la jeunesse a infligé dans le feu de l'action un démenti cinglant. Depuis l'indépendance, Bourguiba, l'ennemi le plus résolu de la liberté, est aujourd'hui le dictateur en puissance (qui menace la jeunesse du camp de travail forcé (1) où ont souffert beaucoup de victimes, y compris des syndicalistes et de jeunes ouvriers) défendant avec véhémence une forme de gouvernement absolutiste et réprimant sauvagement le combat du peuple pour la démocratie.

La violence du pouvoir, en février 1972, a été terrible, car le gouvernement s'est rendu compte que les jeunes ont mené une action de masse et que le mouvement était doué d'une grande maturité politique. Ce haut degré de conscience de la jeunesse s'est révélé non seulement au niveau des mots d'ordre syndicaux et généraux, mais à travers les formes de lutte et les méthodes d'organisation des étudiants et des lycéens.

Rien n'est plus édifiant que le rappel des mots d'ordre de février 1972, y compris les slogans spécifiques aux étudiants et aux lycéens ; en voici les plus significatifs :

— Contre la direction fantoche, pour des représentants librement élus.

(1) Discours de Nouira du 8 février 1972, voir version arabe : « Esabah » du 9 février 1972.

- Pour un congrès extraordinaire de l'U.G.E.T.
- Contre la politique réactionnaire suivie dans l'enseignement.
- Contre l'exclusion par le conseil de discipline qui a pour but de perpétuer et de renforcer l'autoritarisme des professeurs et la servilité des étudiants.
- pour une organisation syndicale autonome, pour la défense des lycéens.
- Contre la répression de l'administration du lycée et des enseignants.
- Contre la sélection.
- Contre la dénaturisation de l'examen du baccalauréat qui s'est transformé en concours.
- Pour la représentativité démocratique des élèves au niveau des conseils de classe et du conseil de discipline.

Tous ces mots d'ordre intéressent bien entendu strictement la jeunesse estudiantine et lycéenne. Celle-ci a en effet ses propres revendications. La défense de ses intérêts par l'intermédiaire d'organisations syndicales autonomes est incontestablement sa revendication majeure, mais elle n'est pas la seule, car la politique de sélection et les exclusions en masse jettent sur le pavé beaucoup de lycéens et brisent l'avenir des jeunes issus, dans la quasi totalité des cas, des classes populaires. De même, quand on connaît les rapports répressifs de l'administration et des enseignants vis-à-vis des étudiants et des lycéens, on ne peut qu'approuver la juste revendication de la jeunesse qui veut supprimer, d'une part, la répression des jeunes par l'administration et par les enseignants et, d'autre part, la servilité des étudiants et des élèves vis-à-vis des autorités universitaires et scolaires, servilité qui le moins qu'on puisse dire est étrangère à toutes les règles les plus élémentaires d'un système éducatif libérateur.

Par ailleurs, la lucidité politique des étudiants et des lycéens leur a permis de lier leurs propres revendications à celles du peuple tunisien qui combat l'absence de démocratie et la pénétration impérialiste dans notre pays. D'ailleurs, plus la répression est devenue violente et a frappé d'une manière aveugle les citoyens, plus la jeunesse universitaire et scolaire a mis au premier plan la dénonciation de la répression (« non à la répression, libérez Ben Othman ») et les revendications démocratiques et anti-impérialistes du peuple tout entier.

Les mots d'ordre scandés ou figurant sur les murs des facultés sont : « Le peuple seul est le combattant suprême », « La liberté, comme le pain, est un droit du peuple », « Pas de démocratie sans droits politiques pour la classe ouvrière », « Liberté de presse, liberté d'expression », « Vous avez vendu la Tunisie pour de la farine », « Parti " communiste " Destourien ».

Quand on sait que toute la propagande du P.S.D. s'est acharnée depuis l'indépendance à glorifier Bourguiba et à répéter inlassablement qu'il est le seul artisan de la victoire sur le régime du Protectorat, on ne peut qu'applaudir à cette mise au point venant de la jeunesse qui considère à juste titre que « le seul combattant suprême est le peuple ». Les masses populaires ont lutté contre les autorités coloniales pour conquérir l'indépendance politique et économique mais aussi la liberté politique, c'est-à-dire la jouissance réelle du droit d'association, d'expression et de réunion. Or, le pouvoir réactionnaire et pro-impérialiste destourien permet et encourage de plus en plus la pénétration du capitalisme international dans notre pays. Il ballonne également le peuple tunisien et l'empêche de s'exprimer librement en ayant recours à la violence.

Le mot d'ordre, « Vous avez vendu la Tunisie pour de la farine » est à la fois juste et concret. Tous les révolutionnaires, les démocrates et les anti-impérialistes ne peuvent nier que ce mot d'ordre est juste parce qu'il montre clairement la collusion du pouvoir réactionnaire avec le capitalisme mondial. A ceux qui font la fine bouche lorsqu'ils lisent ce mot d'ordre, il est important de leur rappeler qu'après plus de 15 ans d'indépendance, la Tunisie importe encore la farine de quatre pains sur cinq, et que notre peuple n'est pas dupe de la propagande officielle, car il sait très bien que la plupart des « dons » américains sont le prix de la trahison du gouvernement réactionnaire vis-à-vis des peuples (y compris le nôtre) qui luttent contre l'impérialisme.

Les jeunes, en février 1972, ont su associer très judicieusement leurs revendications spécifiques avec celles de tout le peuple. Ils ont lutté avec succès aussi bien contre le défaitisme des révisionnistes qui ont tenté de démobiliser les étudiants, particulièrement lors du procès de la camarade Simone Ben Othman, que contre l'aventurisme de certains éléments qui ont saisi cette occasion pour parler de « plastique » dans une phase où le mouvement démocratique et populaire n'est pas encore prêt à une forme de lutte aussi radicale. Les jeunes ont également compris très vite dans le feu de l'action, que les principales doléances ne pouvaient devenir effectives qu'en se liant aux masses et en combattant côte à côte avec le peuple. C'est pour cela d'ailleurs qu'ils ont mis, lors de l'affrontement avec les forces oppressives, leurs propres revendications au second plan et qu'ils ont appuyé fondamentalement sur celles du peuple tout entier.

Le mouvement étudiant s'est enrichi de nouvelles expériences. Comme toutes les forces populaires qui luttent et qui s'éduquent politiquement dans l'action de masse, la jeunesse a su éviter les erreurs du passé et améliorer ses formes anciennes de lutte.

### 3° Les acquis de février 1972

#### a) Le mouvement a su éviter certaines erreurs gauchistes de 1968.

En mars 1968, notre groupe a lutté courageusement contre la répression et le fascisme du pouvoir destourien. Les acquis du printemps 1968 sont incontestables et aucun démocrate ou révolutionnaire ne doit oublier que c'est bien au courant de ce mouvement que le mot d'ordre de jonction avec les masses fut lancé de manière **consciente** et que nos militants tentèrent de se lier au peuple. Aucune personne ne peut nier également que mars 1968 fut l'année de la première « assemblée libre » en Tunisie et l'entrée, pour la première fois depuis 1956, des lycéens dans la lutte démocratique. Par ailleurs, c'est au courant de cette période que fut démasqué, d'une manière éclatante, la politique capitularde et démobilisatrice des révisionnistes qui ont saboté la tentative de jonction avec les masses populaires.

Mais notre groupe a commis aussi un certain nombre d'erreurs au cours de cette période. Fermement décidés à nous lier aux masses populaires nous nous sommes lancés dans la bataille en n'ayant presque aucune ligne tactique. Cela nous a amené à négliger les contradictions à l'intérieur du régime et à recourir à des formes de lutte qui ne tenaient pas suffisamment compte, d'une part, du degré de liaison avec les masses estudiantines, et d'autre part, du rapport de force qui existait dans le pays entre le pouvoir et le niveau d'organisation des masses populaires.



Ces erreurs ont été évitées pour une large part, en février dernier. Les militants étudiants, dont les nôtres, ont su éviter à la fois la capitulation que prônent les révisionnistes (reconnaissance de la direction fantoche de l'U.G.E.T.), l'aventurisme et l'amour de la phrase creuse et infantile. Les étudiants ont tiré les leçons des expériences passées : ils ont consolidé les acquis des luttes antérieures, et ils ont rejeté les erreurs des années écoulées. Ils ont imprimé par là une politique juste au mouvement de février. Cette ligne correcte est d'ailleurs frappante, tant à l'échelle des mots d'ordre, qu'au niveau des méthodes de lutte. Elle a permis ainsi à la jeunesse de mener un combat de masse et de conquérir la sympathie et le soutien des masses populaires.

#### **b) L'enrichissement des formes antérieures de lutte.**

Très souvent, les étudiants ont eu recours au grand meeting, soit dans une seule faculté (\* campus \*), soit dans plusieurs établissements universitaires. Ces assemblées générales ont facilité l'information et surtout la mobilisation des étudiants. Dans les périodes d'une relative « accalmie », les assemblées générales ont permis à la jeunesse universitaire de discuter des modes d'action et de décider en fin de compte d'une méthode précise de lutte. C'est ce qui s'est passé, par exemple, le samedi 29 janvier à la faculté des Lettres, lorsque l'assemblée générale a décidé la grève des cours pour le lundi et l'occupation du Palais de Justice le jour du procès de la camarade Simone Ben Othman. La décision d'adresser un ultimatum au gouvernement, exigeant le droit d'organiser un congrès extraordinaire a été prise lors d'un meeting à la faculté de Droit par plus de 4 000 étudiants de toutes les disciplines. Il est entendu que le recours au meeting est devenu un acquis certain à l'université de Tunisie, et cela depuis la première assemblée générale de 1968. Toutefois, sa juste utilisation particulièrement au début des événements de février pour informer, mobiliser et prendre des décisions concrètes, a été très bénéfique pour le mouvement car les assemblées générales ont accéléré et renforcé l'action de masse.

Un autre mode d'action s'est également considérablement enrichi à l'université de Tunis : il s'agit bien entendu de la grève. Comme les actions antérieures ont montré que la grève illimitée est dans la conjoncture actuelle inadéquate parce qu'elle essoufle le mouvement étudiant (qui s'est rendu compte de ses limites, particulièrement au courant des actions de novembre 1970 et de mars 1971), vu que le degré d'organisation des forces populaires, prolétariat en tête, demeure faible et ne permet pas encore au peuple de balayer le pouvoir destourien, les étudiants ont adapté la grève au rapport de force actuel, dans le pays. Ils ont donc eu recours à des grèves limitées, amorcées en début de semaine pour ne pas donner au pouvoir une chance de réprimer le mouvement au courant du week-end. L'arrêt des cours ne signifie pas cependant la désertion des établissements universitaires, mais l'occupation, pendant les journées d'actions, des facultés, celles-ci deviennent alors des centres de propagande où l'on discute non seulement de questions propres aux étudiants, mais également de l'avenir du mouvement démocratique et révolutionnaire tunisien. Les formes de discussion et d'information varient aussi selon la présence des agents du pouvoir (flics étudiants et étudiants flics), et le degré de provocation de l'ennemi. Lorsque celui-ci n'est pas présent, les grandes assemblées générales prennent le dessus, mais dès que les serviteurs du pouvoir fasciste entrent en action, les étudiants se dispersent et forment

des groupes où ils discutent selon le degré de conscience des uns et des autres, des problèmes étudiants, de la lutte démocratique et populaire dans le pays, de la situation et des perspectives du mouvement révolutionnaire tunisien.

Le développement de la lutte et de la répression policière ont poussé les étudiants à utiliser un autre moyen de combat plus radical encore : la **manifestation**. Là aussi, la jeunesse a fait preuve de ténacité et de prudence. Lorsque la répression s'est abattue sur les étudiants au sein des facultés, au cours du samedi 5 février, les grévistes ont décidé de protester fermement contre le déferlement de la violence policière. Ils ont mené cette action avec beaucoup de sang-froid et de lucidité.

La manifestation devait avoir lieu le samedi après-midi devant l'office de l'Artisanat, avenue Bourguiba. Pour occuper la place en question, la jeunesse estudiantine est arrivée, non pas en une masse de personnes non organisées, mais en petits groupes. Comme les « Brigades de l'Ordre Public », armées jusqu'aux dents, étaient prêtes à « casser » toute personne donnant l'impression d'être étudiant, les manifestants circulèrent sur l'avenue et entamèrent une campagne d'explication auprès d'un grand nombre de citoyens qui s'étonnaient de ce grand déploiement de forces répressives dans les rues de la capitale. La manifestation dans les rues les plus encerclées par les B.O.P. se transformait ainsi en un premier contact avec la population. Mais sitôt que le « bouclage » se relâchait dans certains endroits, les étudiants dénonçaient la répression et scandaient le mot d'ordre : « Le peuple est le seul combattant suprême ».

Face à la leçon que le pouvoir a voulu donner aux étudiants en les écrasant dans les facultés mêmes, par ses hordes fascistes, la jeunesse étudiante ne s'est pas mise à genoux et n'a pas faibli. Malgré la forte concentration des « forces de l'ordre », elle a tenu à manifester contre les opérations tascistes et les matraquages qui ont lieu au sein du campus.

Cependant, face à l'ennemi, les étudiants n'ont pas réagi d'une manière aveugle et imprudente. Ils ont utilisé ce jour-là, bien au contraire, des formes judicieuses de lutte qui correspondaient à la situation particulière de chaque moment.

La combinaison de la manifestation silencieuse et de la campagne d'explication auprès de la population dans les endroits les plus bouclés par les B.O.P. d'une part, et la manifestation où les étudiants crient leur hostilité à la répression et revendiquent la démocratie dans les rues où les flics ne sont pas très nombreux d'autre part, ont été des découvertes concrètes faites dans le combat contre le régime fasciste et un acquis pour tout le mouvement démocratique et révolutionnaire tunisien.

En pleine période de lutte chaude, les étudiants et les lycéens ont redécouvert les moyens que leurs aînés avaient employés **contre la police** sous le régime colonial. Le jet de pierres dans la rue contre les forces répressives, et la saisie de barres de fer ou de marteaux comme armes de défense lorsque les B.O.P. ont envahi les lycéens pour matraquer les élèves et pour lancer leurs bombes lacrymogènes dans les immeubles scolaires, montrent le degré de résolution et de combativité de la jeunesse particulièrement dans les établissements techniques où le nombre de lycéens issus des masses défavorisées est très important. Alors qu'en mars 1968, une quinzaine de « bar-

bouzes » sont arrivés très facilement à saboter les activités des étudiants à l'intérieur des facultés, en février 1972 le niveau de résistance est passé à une étape supérieure.

Mais le récent mouvement n'a fait que redécouvrir d'anciennes formes d'action, il a su innover aussi par rapport aux luttes antérieures contre la police. C'est ainsi que devant l'exacerbation de la répression et la sauvagerie des agents du pouvoir, il a su trouver sur le champ, des refuges, des bases réelles et des appuis efficaces contre les flics.

• Le seul combattant suprême c'est le peuple », ce mot d'ordre répété inlassablement par des dizaines de milliers de jeunes, n'est pas une phrase creuse. Face aux B.O.P. qui venaient de partout, les étudiants ont senti et compris la puissance des masses lorsque les habitants de Djebel Lahmar, de Ras Tabia, et plus tard au boulevard du 9 avril, ont ouvert leurs portes aux jeunes, traqués par la police, les ont hébergés, ont pansé leurs plaies et les ont aidés à échapper aux griffes de leurs sinistres poursuivants.

La lutte contre la répression ne s'est pas arrêtée là, car la police politique n'est pas restée inactive. Parallèlement à l'œuvre barbare des B.O.P., les inspecteurs de la D.S.T. ont, tout le long des manifestations, opéré de vastes et nombreuses arrestations ; ils ont d'ailleurs poursuivi et poursuivent encore dans les rues et les locaux de la D.S.T. leurs activités criminelles.

Jusqu'à la dernière minute de leurs arrestation, un certain nombre d'étudiants ont lutté contre la police politique avec la participation d'une partie de la population. C'est ainsi que dans certains quartiers, lorsque les inspecteurs de la D.S.T. sonnent pour emmener un étudiant ou un lycéen dans les locaux de la rue Bouzaïne, tous les voisins et les habitants du quartier s'amassent près de la maison de la victime pour protester contre de pareils agissements et pour exprimer leurs désapprobation et leur indignation face à ces actes arbitraires menés dans la quasi totalité des cas sans aucun respect des formes légales.

Le mouvement de février a non seulement enrichi les anciens modes d'action, mais il a également élevé à un degré supérieur les formes antérieures d'organisation particulièrement lors des journées de grève (avant l'intervention massive des flics, le samedi 5 février) où le service d'ordre étudiant et les « piquets de grève » ont fait un travail remarquable et se sont montrés d'une grande efficacité.

#### 4° Les points faibles du mouvement

Mais si les acquis de février 1972 demeurent très importants, le dernier mouvement de la jeunesse a révélé néanmoins un certain nombre de points faibles.

Tout d'abord, le mouvement a mis à jour l'inégalité dans la lutte des diverses fractions de la jeunesse qui a participé aux derniers événements. Si les étudiants de toutes les facultés se sont avérés plus combatifs que les élèves des grandes écoles, la jeunesse universitaire de la faculté des Lettres a montré qu'elle était plus avancée politiquement que les étudiants des autres disciplines. Mais de toutes les composantes de la jeunesse, les lycéens ont été incontestablement les plus radicaux et les plus combatifs en février 1972. Non seulement ils se sont défendus courageusement contre les B.O.P., mais ils ont élargi la lutte du mouvement de la capitale à tout le pays.

Les élèves des établissements secondaires ont eu raison de se révolter contre un système qui les opprime et qui ne leur garantit pas de futurs emplois. Cependant, certains lycéens ont tiré des leçons de cette action en affirmant « Nous devons veiller dorénavant à ne pas détruire le bien du peuple ». Les lycéens les plus conscients ont prouvé par là qu'ils sont décidés à passer du combat spontané à la lutte consciente.

D'un autre côté, les formes assez lourdes des travaux du congrès extraordinaire et la durée de celui-ci ont freiné l'opération de repli des étudiants lorsque le pouvoir a décidé de réprimer sans ménagement le mouvement et « d'alguiser ses couteaux ». Jusque là, les étudiants ont pratiqué une politique offensive et c'est là une grande conquête, car il est indispensable de se révolter contre l'exploitation et l'oppression. Mais il est important aussi d'apprendre la tactique de la défensive. Pour que la lutte soit plus efficace, il est nécessaire d'améliorer les modes d'action en combinant à l'offensive la tactique de la défensive. Le repli est parfois indispensable et il est erroné de le considérer, dans ce cas, comme étant un signe de défaitisme.

Sans le repli, au moment où il est nécessaire de le faire et sans une retraite tactique menée d'une manière disciplinée, on ne saurait sauvegarder ses forces et relancer la lutte à très court terme dans d'autres conjonctures plus favorables aux forces démocratiques. La jeunesse tunisienne a déjà commencé à tirer les leçons non seulement des acquis du mouvement pour les consolider, mais également de certains aspects négatifs pour les éviter dans l'avenir. Cela dit il n'y a pas de doute qu'en février 1972, les traits positifs du mouvement l'emportent de loin sur les aspects négatifs.

## **B) LES LUTTES ANTERIEURES DE LA JEUNESSE**

Les récents événements en Tunisie sont en fait le prolongement de luttes antérieures qui ont commencé dans le pays dès les années 1965-66. Au courant des révoltes écoulées, la jeunesse étudiante et lycéenne a lutté aussi bien pour arracher des revendications qui lui sont propres que pour atteindre des objectifs démocratiques et anti-impérialistes d'ordre général.

### **1° Les luttes syndicales du mouvement**

#### **a) La direction fantoche de l'U.G.E.T.**

Après 1956, le destour a utilisé les structures de l'U.G.E.T. pour étouffer et opprimer le mouvement étudiant. Malgré l'opposition de la majorité des membres de cette organisation à « sa » direction, qui est composée des agents du pouvoir, ce dernier a toujours recouru aux manœuvres les plus basses (trucage des élections, violence lors des consultations syndicales, etc.) pour maintenir ses marionnettes à la tête de la centrale estudiantine. C'est dans cette atmosphère qu'ont éclaté les événements de décembre 1966. Constatant la carence des responsables de la commission administrative qui s'est placée évidemment du côté des autorités au lieu de défendre les étudiants arrêtés, la masse estudiantine dénonça vigoureusement les prétendus représentants de l'Union qui s'abaissèrent jusqu'à la délation et la collaboration la plus étroite avec la police pour faire arrêter les dirigeants les plus dynamiques du mouvement de décembre 1966.

L'un des mots d'ordre principaux pendant la grève de décembre 1971 fut :  
• Contre la direction fantoche, pour des représentants librement élus •. C'est dire combien l'étouffement du mouvement étudiant est réel et combien il pèse sur cette partie de la jeunesse qui s'est dressée comme un seul homme pour lutter contre ceux qui la baillonnent et l'empêchent de s'exprimer librement.

#### b) Les luttes contre la violation de l'université

Le pouvoir réactionnaire tunisien fait fi de toutes les libertés élémentaires et viole les franchises universitaires dès la moindre contestation étudiante. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises il n'a pas hésité une seconde à lancer sa police et ses hommes de main destouriens contre les étudiants au sein même de l'université ; le 15 décembre 1966, toutes les facultés furent cernées par les gardes nationaux armés jusqu'aux dents et en tenue de combat.

Les portes de l'université ont été brisées par la police et les troupes de choc du P.S.D. aidés dans leurs sinistre besogne par les forces de l'ordre qui commencèrent leur entreprise de massacre. La jeunesse estudiantine, qui s'est barricadée dans les locaux des facultés, constatant la violation des établissements universitaires et la brutalité qui s'exerçait, entre autre, à l'encontre de certains professeurs, scanda : « A bas la police, gestapo ».

Les graves atteintes aux franchises universitaires, le 15 mars 1968, par les malabars du destour qui brutalisèrent sauvagement les organisateurs de l'A.G. de protestation contre la condamnation de Ben Jennet à 20 ans de travaux forcés, entraînèrent une vive réaction des étudiants qui décidèrent, au courant d'un meeting l'après-midi même, d'une grève générale de 3 jours afin d'exprimer leur indignation face aux brutalités des agents du pouvoir qui n'hésitent pas à insulter par la même occasion les professeurs, tunisiens et français, faisant une barrière « de leur corps » pour protéger les étudiants.

#### c) Les luttes contre la sélection

Par ailleurs, le gouvernement a essuyé un échec patent dans le domaine économique et social. Incapables de faire démarrer l'économie, les autorités n'ont pas pu pratiquer une politique de plein emploi. L'aggravation du chômage d'une manière générale et la saturation des débouchés dans le secteur économique d'Etat (de plus en plus réduit), a inquiété le gouvernement. Ce dernier, afin d'éviter le développement du chômage dans les milieux intellectuels, s'est lancé dans une politique de sélection effrénée.

Dès juillet 1970, les ouvriers ont dénoncé le renvoi de dizaines de milliers d'élèves et d'étudiants. Mais ceux-ci ne sont pas restés inactifs : le 11 novembre 1970, ils déclenchent une grève très largement suivie à l'université, contre les renvois et la sélection, et ils réaffirment également que les études supérieures ne sont pas un privilège, mais un droit pour tous les citoyens.

Quelques mois après, c'est-à-dire en mars 1971, les étudiants de la faculté de Droit et des Sciences Economiques ont décidé une seconde grève, et ont dénoncé un autre moyen sélectif « les examens partiels » et ils les ont boycottés avec succès.

## 2° Les luttes politiques du mouvement estudiantin

### a) La lutte contre la répression

Très tôt les étudiants ont dénoncé la répression qui s'est abattue sur leurs camarades et sur les ouvriers. En décembre 1966, la brutalité exercée par la police à l'encontre de deux étudiants puis le matraquage et l'arrestation de plus de 200 jeunes qui furent répartis en deux groupes, les uns dans la caserne Sidi El Gorjani et les autres dans les locaux de la D.S.T., poussèrent la masse estudiantine à condamner la répression en criant le 15 décembre 1966 : « Libérez nos camarades ». Quelques jours après, 9 des personnes arrêtées furent déférées devant le tribunal, qui les condamna à des peines avec sursis. Les neuf étudiants ont d'ailleurs été incorporés dans l'armée dès la fin du procès pour accomplir leur service militaire ! Cette mesure pernicieuse n'intimida personne et augmenta au contraire la détermination des jeunes dans la lutte contre l'arbitraire.

La levée des boucliers de la jeunesse ne se fit pas trop attendre, également, lorsque le pouvoir, pour se venger de Ben Jennet, militant anti-impérialiste, l'accusa d'avoir été l'instigateur des actes racistes du 5 juin 1967 déclenchés par les destouriens afin de détourner la manifestation anti-impérialiste qui a eu lieu devant le centre culturel américain et les ambassades de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. En mars 1968, les assemblées générales libres ont demandé la libération de Ben Jennet. Ce furent alors la répression, les vastes opérations d'arrestations dans les milieux étudiants, intellectuels et ouvriers d'une part, et le recours à la torture et la mascarade des procès de septembre 1968 et de février 1969 d'autre part.

Le gouvernement a cru avoir brisé le mouvement démocratique pour de longues années ; mais dès la fin de 1969, les étudiants exigèrent vigoureusement du pouvoir la libération des condamnés de 1968 et de 1969 qui purgeaient leur peine dans le bagne de Bordj Roumi et ils harcelèrent sur cette question tous les ministres qui venaient dans l'enceinte de l'université même, pour tenter de les berner. Finalement, les autorités cédèrent et libérèrent tous les condamnés politiques de 1968-69.

Le pouvoir a saisi d'ailleurs une autre occasion pour organiser une opération punitive contre les étudiants. En décembre 1970, un officier supérieur est intervenu auprès des autorités et leur a demandé de déplacer la station du bus pour que les étudiants ne passent plus près de sa maison, l'administration n'hésita pas à mettre au-dessus des intérêts des usagers d'un service public les caprices d'un officier supérieur, ce qui révolta, à juste titre, les étudiants qui répliquèrent en rendant le poteau de stationnement à sa place initiale. Sous prétexte de châtier les coupables, le gouvernement donna l'ordre à sa police d'encercler la cité universitaire et de monter à l'assaut de celle-ci. Les étudiants furent assaillis dans leurs chambres et même dans les lieux des douches, par les forces répressives. Ces derniers commencèrent par lancer leurs grenades lacrymogènes puis matraquèrent sauvagement la masse des étudiants qui entamèrent dès le lendemain matin une grève générale pour protester contre la répression. Celle-ci prit très vite de l'ampleur, elle se manifesta sous plusieurs formes : arrestation, assignation à résidence, blocage des bourses, procès, etc.

## b) Le soutien aux luttes ouvrières

Dans son combat démocratique, la jeunesse étudiante s'est solidarisée avec les ouvriers, pendant la lutte des travailleurs. D'abord en 1968, les étudiants les plus radicaux lancèrent pour la première fois le mot d'ordre de jonction avec les masses et tentèrent dans la pratique de se lier effectivement au peuple. Ensuite, en octobre 1970, au moment de la grève des cheminots de Sidi Fathallah, une motion fut adoptée par les étudiants de la faculté des Lettres exprimant leur soutien à l'action des ouvriers. La jeunesse intellectuelle a non seulement estimé, particulièrement dans une conjoncture de montée vertigineuse des prix, que les revendications des travailleurs des chemins de fer étaient légitimes, mais elle s'est solidarisée aussi avec les grévistes lorsqu'ils ont exprimé leur mécontentement en ces termes : « Chemin de fer, crève la faim », « Nous sommes endettés » et quand ils ont exigé une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail.

Enfin, c'est surtout au courant de l'année 1971 et au début de 1972 que les étudiants systématisèrent leur soutien aux luttes ouvrières et populaires. A la fin de 1971, il est devenu très fréquent d'échanger au sein de l'université, surtout pendant les journées de grève, des informations sur les conditions d'existence des masses et sur les luttes de la classe ouvrière et du peuple. En s'informant sur ces actions en décembre 1971 et en février 1972 (mines de phosphate, vendeurs de journaux, cimenterie et carrière de Djebel Djelloud, atelier de la SORETRAS, etc.), les étudiants ont senti la nécessité de se souder aux masses populaires, de s'allier à elles, de faire connaître la lutte des masses et de combattre, de plus en plus, en étroite liaison avec le peuple.

## c) La lutte contre l'absolutisme politique

En tant que fraction du peuple, les étudiants et les lycéens souffrent de l'oppression politique. Celle-ci est nettement aggravée par la forme fasciste du pouvoir qui empêche les citoyens de s'organiser et de s'exprimer d'une manière autonome. Le gouvernement, n'admettant aucune contestation, refuse aux classes et aux couches populaires (y compris aux étudiants), d'exercer les libertés démocratiques reconnues par la constitution tunisienne. La jeunesse intellectuelle souffre durement de cette privation de droits et elle la ressent plus vivement encore parce que cette oppression s'exerce non seulement sur elle mais aussi sur tout le peuple.

En décembre 1966, alors que les forces de police matraquaient les étudiants, ces derniers criaient : « Démocratie ! Démocratie ! » (1). De même en 1972, le mouvement de février mit l'accent sur les mots d'ordre suivants : « La liberté comme le pain est un droit du peuple », « Liberté de presse », « Liberté d'expression ». C'est dire combien le mouvement de la jeunesse intellectuelle s'est fait, au courant des actions et ces dernières années, le porte-parole des revendications politiques immédiates du peuple tout entier. Mais en vérité, la lutte pour la démocratie est celle du prolétariat et des autres masses populaires et non pas l'affaire des seuls étudiants.

(1) Josette Alia, alors très proche des milieux officiels, a écrit à cette occasion : « Les étudiants tunisiens cherchent un peu d'air libre, car ils étouffent. Ils cherchent à s'exprimer, à parler... Ils n'ont ni revues, ni journaux, ni tribunes, ni discussions libres. » Voir « Le Nouvel Observateur » n° 110.

#### d) La lutte contre l'impérialisme

Les étudiants ont mené plusieurs actions contre l'impérialisme. Le régime réactionnaire tunisien, fidèle allié du capitalisme mondial, se tait, non seulement lorsque l'impérialisme agresse les peuples, mais il appelle et favorise aussi l'exploitation forcée des masses populaires par le capitalisme international. L'intervention de ce dernier, quoique se faisant fondamentalement d'une manière indirecte et « pacifique » (« aide économique », assistance technique », etc.) soulève l'indignation et la révolte de notre peuple contre le gouvernement réactionnaire qui sollicite de plus en plus l'impérialisme en lui ouvrant largement les « portes » du pays.

Notre peuple s'oppose fermement à la politique de collaboration avec le capitalisme mondial sur le plan international et également à l'exploitation impérialiste qui s'exerce sur la Tunisie. La jeunesse étudiante et lycéenne a mené, et mène encore, une lutte de plus en plus résolue et large contre les atteintes à l'indépendance de notre pays, principalement sur le plan économique et contre, aussi, le soutien accordé par le gouvernement tunisien au capitalisme mondial qui agresse et exploite les peuples du monde, particulièrement ceux de la « zone des tempêtes ».

Le 5 juin 1967, les étudiants ont organisé en fin de matinée une manifestation anti-impérialiste et anti-sioniste devant les ambassades des U.S.A., de Grande-Bretagne, et le centre culturel américain. L'attroupement visait à soutenir la cause palestinienne et à stigmatiser l'Etat d'Israël et les puissances occidentales complices qui menaient tous, par la guerre, une politique impérialiste au Moyen-Orient.

Se sentant dépassé par la participation de plus en plus large de la population, certains membres du P.S.D. tentèrent alors de détourner la manifestation et ils sont arrivés à le faire en provoquant, au courant de l'après-midi, des émeutes racistes qui ont eu lieu avec la complaisance et l'aide de la police. Il ne restait plus au pouvoir qu'à amalgamer les deux attroupements et à accuser l'étudiant anti-impérialiste Ben Jennet, qui a participé à la première manifestation et non à la seconde, d'être un « anti-sémite » et un « meneur raciste » contre lequel le procureur du tribunal militaire a requis la peine capitale et que la cour condamna à vingt ans de travaux forcés.

Le procès préfabriqué et le verdict inique dont fut la victime notre camarade, n'arrêta pas la lutte des étudiants contre l'impérialisme. En effet, le 17 novembre 1967, répondant à l'appel de l'Union Internationale des Etudiants, la jeunesse intellectuelle tunisienne manifesta sa solidarité avec le peuple vietnamien, en déclenchant la grève des cours à l'université, malgré les menaces du Bureau exécutif de l'U.G.E.T., qui se mit ouvertement du côté du pouvoir réactionnaire tunisien qui entretient, jusqu'à aujourd'hui, d'excellentes relations avec le gouvernement fantoche de Saïgon.

Couronnant leur soumission à la politique impérialiste, les autorités tunisiennes invitèrent et reçurent en janvier 1968, Travan Do, ministre des affaires étrangères du gouvernement fantoche du Sud-Vietnam, et Humphrey, vice-président des Etats-Unis.

Les étudiants ont considéré, à juste titre, ces visites comme un double affront au peuple tunisien. Certains d'exprimer l'indignation des masses devant ce forfait, ils manifestèrent résolument leur opposition à l'impérialisme américain et à ses valets, les 10 et 11 janvier 1968. Les mots d'ordre, lors de cette



action, furent : « Humphrey go home », « non à l'impérialisme », « on ne nous rachète pas avec des dollars », « Johnson assassin », « libérez Ben Jennet ». Le mouvement est arrivé à déborder modestement le cadre de l'université, puisque les étudiants ont gagné d'abord Bab Souka, puis l'avenue de France, où ils déployèrent devant le centre culturel américain une banderolle arborant des mots d'ordre anti-impérialistes. La police les dispersa, lorsqu'ils scandèrent les slogans indiqués et particulièrement le mot d'ordre « on ne nous achète pas avec du blé ».

En condamnant Ben Jennet, en faisant la chasse aux démocrates et aux révolutionnaires, enfin, en envoyant un grand nombre de militants au bagne après les procès de 1968 et 1969, le gouvernement pensait avoir démentelé le mouvement étudiant qui ne cessait de mettre en question, sa politique pro-impérialiste et de manifester contre elle. Mais le pouvoir n'est pas arrivé à briser la résistance de la jeunesse intellectuelle. En effet le 9 et le 10 février 1970, à l'occasion de la visite de Rogers, le gouvernement, affaibli par les luttes populaires (Ouerdanine, Sahel, etc.), s'inclina devant la double décision des étudiants d'organiser un meeting à la Bourse du Travail, et de déclencher la grève des cours pour protester contre l'arrivée en Tunisie d'un des principaux représentants de l'impérialisme américain.

Redoutant la liaison des étudiants avec les masses populaires, jonction qui commençait à se faire dans les rues, le gouvernement prit peur et fit quadriller par les forces répressives les quartiers de la Médina. Les autorités publiques avaient accepté comme un moindre mal une action étudiante au sein de l'université, mais elles ne pouvaient courir le risque de laisser la jeunesse intellectuelle se lier aux masses populaires. C'est pour cela qu'il réprima d'une manière violente les manifestants qui scandaient : « Politiciens tunisiens, matériel américain », « go home Rogers », « A bas l'impérialisme », « Palestine vaincra ». Il est à remarquer toutefois, qu'au courant de toutes les manifestations anti-impérialistes, les étudiants ont lutté côte à côte avec les masses populaires et cela était frappant aussi bien en juin 1967 et en février 1970 que, dans une moindre mesure, en janvier 1968.

Ainsi, au courant des huit dernières années, le niveau des luttes de la jeunesse s'est élevé, tant du point de vue de la conscience politique, que de celui des modes d'action. En 1965, les étudiants ont manifesté contre le mauvais repas de midi et en 1966, tout le mouvement se déclencha pour protester contre l'arrestation de deux étudiants. Peu à peu le contenu de la lutte a débordé le caractère « corporatiste » et a atteint un niveau politique élevé, car les actions de 1968, 69, 70, 71 et 72 ont dénoncé les atteintes aux droits élémentaires de tous les citoyens et la collusion du pouvoir tunisien avec l'impérialisme.

Ces formes de lutte se sont également très nettement améliorées. Juin 1967 a fait de la manifestation la principale forme de lutte. Février 1970 et surtout les récents événements ont permis de consolider, d'organiser et d'enrichir ce mode d'action. De même, si mars 1968 a incontestablement inauguré la première « Assemblée libre » en Tunisie, les mouvements de 1969, 71 et 72, ont considérablement enrichi cette forme de lutte.

L'un des acquis le plus important fut surtout le passage de la lutte d'une minorité d'étudiants au combat de la **masse** de la jeunesse intellectuelle. En 1965, 1966, un petit nombre de militants actifs, en liaison avec une fraction d'étudiants, ont déclenché des mouvements contre la direction syndicale fantoche et la

répression du pouvoir. Mais, dès l'année 1968, a commencé un début d'unité d'action entre des étudiants ayant des divergences idéologiques et politiques certaines. Ils se sont unis cependant autour de mots d'ordre précis et communs. Cela a permis d'élargir la lutte et de lui donner, au cours des années 1969, 70, 71 et particulièrement en février 1972, un véritable caractère de masse, où la grande majorité des étudiants a participé activement à la discussion du contenu des revendications et des modes de lutte adéquats d'une part et, d'autre part, a combattu courageusement la répression déclenchée par le pouvoir.

Il reste enfin un autre acquis qui est incontestablement l'apport le plus important des luttes passées : c'est la recherche de la jonction des luttes démocratiques estudiantines avec celles des masses populaires. Si juin 1967 a montré la première jonction **spontanée** des étudiants avec le peuple, il est incontestable aussi que l'expérience de 1968, fut sur ce point éminemment positive. Des étudiants radicaux, tirant les leçons de juin 1967, ont lancé d'une manière **consciente**, en janvier et en mars 1968, le mot d'ordre de jonction avec les masses populaires et ils ont effectivement tenté, dans la pratique, de se lier aux travailleurs, et au peuple. Ce fut là une expérience qui a été retenue et consolidée en 1970 et en 1972.

## II. — LA CIBLE DU MOUVEMENT DE LA JEUNESSE

### A) UN POUVOIR EXPLOITEUR

Le pouvoir tunisien est celui de la classe qui domine sur le plan économique. Les gros possédants, parce qu'ils contrôlent les principaux moyens de production, décident et imposent, en dernière analyse, une politique économique favorable à leurs intérêts. La classe ouvrière et le peuple, y compris les étudiants, souffrent de plus en plus de la détérioration continue de leur situation matérielle. Le prolétariat ressent cette exploitation qui se trouve aggravée par le blocage des salaires et la hausse des prix. La petite paysannerie, paupérisée par l'opération des coopératives avant septembre 1969, se ruine aujourd'hui progressivement en louant et en vendant ses parcelles aux grands et moyens exploitants.

La jeunesse qui a placé ses espoirs dans l'instruction et la culture se trouve de plus en plus désespérée, voulant limiter le développement d'un « chômage intellectuel » qui rendrait la situation sociale encore plus explosive, le pouvoir recourt depuis un certain temps à une politique de plus en plus sélective, afin de limiter le nombre de jeunes « diplômés ».

Les renvois massifs, surtout à partir de 1970, de dizaines de milliers de lycéens et d'élèves du primaire, le système des « cartouches », les examens partiels et l'impossibilité de s'inscrire à l'université si on change de faculté sont autant de mesures qui lèsent la jeunesse universitaire et scolaire et plus particulièrement les fils d'ouvriers, de paysans pauvres et de petits producteurs.

Cette politique sélective inquiète la jeunesse qui se pose aujourd'hui des questions au sujet de son avenir. Elle prend, en effet, de plus en plus conscience que ce pouvoir, de par sa nature et sa politique, ne lui prépare pas « l'avenir radieux » tant chanté par les autorités officielles mais qu'il la rejette à court

terme sur le pavé, en l'empêchant de s'intruire (1) et qu'il la livre à long terme au chômage car il est incapable de mettre en pratique une politique de plein emploi.

Les étudiants sont hantés par la diminution ou la suppression de la bourse. Le montant de celle-ci devient d'ailleurs de plus en plus insuffisant, étant donné la montée vertigineuse des prix et des frais de location. Devant cette insécurité présente et future, ils constatent que le gouvernement est celui, non pas du peuple tout entier comme le répètent tous les jours les organes de propagande du régime, mais l'instrument d'une minorité privilégiée qui exploite le peuple et l'opprime.

## B) UN POUVOIR OPPRESSEUR

Le peuple tunisien vit dans un régime d'étouffement total des libertés les plus élémentaires. La classe ouvrière est absolument asphyxiée par le système du parti unique des possédants et du syndicat officiel. Dès que le prolétariat entame une action pour défendre ses intérêts les plus immédiats, le pouvoir réagit violemment et brise le mouvement revendicatif par l'intermédiaire de ses polices officielle et parallèle, comme cela a été le cas en octobre 1970 lors de la grève des cheminots. Le régime opprime aussi les masses populaires non-prolétariennes. On se rappelle encore de Msaken, d'El-Ouerdanine, d'El-Haouaria et de la répression sauvage des soulèvements paysans.

Tout comme les autres classes et couches du peuple, la jeunesse universitaire et scolaire subit le joug policier dans sa propre chair. Les jeunes, comme les autres citoyens, se trouvent frustrés de toutes les libertés. Ils n'ont pas le droit à la parole et quiconque exprime une opinion non orthodoxe est automatiquement inscrit sur les « listes noires » du pouvoir qui recourra à tous les moyens pour le « dissuader » de ne plus jamais récidiver. Les méthodes de « persuasion » du gouvernement sont très nombreuses, elles vont de la répression (refus de délivrer un passeport, etc.), jusqu'à la condamnation à une lourde peine et à l'envoi au bagne, en passant bien entendu par l'utilisation du « nerf de bœuf » et la torture la plus atroce dans les locaux des polices officielle et parallèle.

Le règne de l'arbitraire est de règle en Tunisie. La constitution reconnaît pourtant les libertés d'association, d'expression, de presse et de réunion, mais le pouvoir, faisant fi de ses propres lois, s'acharne contre tout le peuple et particulièrement sur la jeunesse qui refuse d'être baillonnée et de subir le despotisme d'un régime absolutiste écrasant, par sa machine oppressive, tous ceux qui refusent de se laisser dépouiller de leur droit.

Par le carcan du syndicat et de l'association, contrôlés tous deux par le gouvernement, ce dernier empêche, entre autres, les jeunes, de défendre leurs revendications. L'U.G.E.T. et la « Jeunesse scolaire » sont, de par leur direction, inféodées au pouvoir et servent à contrecarrer l'action de tous ceux qui ne défendent pas le point de vue officiel.

A une jeunesse débordante de vie, de courage et assoiffée de liberté, les autorités publiques imposent le point de vue officiel ou le silence. Elles n'hésitent pas d'ailleurs à recourir aux irrégularités les plus révoltantes pour faire

(1) Pratiquement, d'après les statistiques de l'U.N.E.S.C.O., les deux tiers des enfants tunisiens ne terminent pas leurs études primaires.

triumpher leurs marionnettes et lorsqu'elles échouent, elles font appel aux troupes de choc du destour et aux « brigades de l'ordre public » pour faire taire ceux qui ont osé ne pas se laisser intimider.

A côté de la répression policière le pouvoir recourt aussi à l'intoxication idéologique. L'Histoire du mouvement de libération nationale enseignée à la jeunesse est absolument escamotée. Le combat contre le régime du Protectorat n'est pas présenté comme étant celui du peuple tunisien mais comme la lutte d'un homme qui, par sa seule énergie et son courage incomparable, a sauvé le peuple de la domination coloniale.

Les heures « d'instruction civique et religieuse » prennent de plus en plus d'importance dans les programmes et elles ont pour but de berner et de mystifier une jeunesse de plus en plus éveillée. Celle-ci accepte mal les tabous et les interdictions religieuses. L'idéologie semi-féodale, qui n'a pas encore disparu, est utilisée par le pouvoir destourien pour endormir et calmer une jeunesse douée d'un esprit critique et inquiète au sujet de son avenir, mais aussi, revendicative et décidée à défendre ses droits.

Pour tenter de freiner le mouvement d'émancipation de la jeunesse et la tenir en brides le pouvoir recourt à la pression des parents sur leurs progénitures mais également à une censure draconienne contre les jeunes poètes, écrivains, cinéastes, dramaturges, etc., afin de les empêcher de s'exprimer et de critiquer le pouvoir qui a transformé notre pays en une immense et atroce prison.

### C) UN POUVOIR INFEODE A L'IMPERIALISME

L'exploitation et l'oppression du peuple par le pouvoir destourien sont encore aggravées par la pénétration de l'impérialisme et la consolidation continue de ses intérêts en Tunisie. Le capitalisme mondial, de par la prétendue « aide » financière et économique fournie au gouvernement, de par aussi sa domination sur le marché international, ne peut qu'exercer des pressions sur l'Etat tunisien jusqu'à vider progressivement de son contenu la souveraineté nationale.

Les liens étroits qui lient le pouvoir destourien à l'impérialisme empêchent incontestablement la construction d'une économie nationale équilibrée. Tout le peuple tunisien souffre de cette calamité et il en pâtira tant qu'il n'aura pas brisé, sous la conduite du Proletariat, le pouvoir réactionnaire de la classe exploiteuse locale.

La consolidation des intérêts du capitalisme international dans notre pays freine considérablement le développement économique tunisien, aggrave le chômage déjà pléthorique et porte atteinte même au bas niveau de vie des masses populaires.

Les étudiants, conscients du fait que les liens étroits du capitalisme mondial nuisent considérablement à l'avenir de la jeunesse et du peuple, ont fermement dénoncé, lors de leurs « assemblées suprêmes », particulièrement au cours du dernier congrès extraordinaire, d'une part, la participation de l'impérialisme à la formation et à l'entraînement des forces répressives du pouvoir et, d'autre part, la politique économique pro-impérialiste actuelle qui est axée sur le secteur touristique (considéré comme étant « l'épine dorsale » du développement), la sous-traitance industrielle et l'émigration.

La jeunesse universitaire et scolaire condamne la politique du gouvernement parce que ce dernier lui révèle qu'il est de plus en plus le fidèle exécutant des rapports de la Banque Mondiale. Profitant de l'importance des crédits qu'elle accorde au pouvoir, cette institution financière de l'impérialisme n'hésite pas à dicter, d'une manière indirecte, l'orientation économique que doit suivre le gouvernement tunisien. Les centres de formation professionnelle sont de plus en plus créés au profit de l'impérialisme. Dans ces écoles, on forme une main-d'œuvre qui ira travailler dans les grandes puissances occidentales qui cueilleront les fruits de cette formation et du labeur des travailleurs tunisiens au détriment de l'économie nationale.

Parmi les directives de la B.I.R.D. aux autorités tunisiennes, figure la diminution des crédits à l'enseignement, jugés trop onéreux pour les finances de notre pays ! Nouira, Ayari et Mzali ont tout fait pour mettre en pratique cette prérogative de l'impérialisme américain et mondial, aggravant ainsi les conditions matérielles des étudiants et freinant encore plus la mise en pratique de nouvelles mesures qui permettront à l'ensemble de la jeunesse de mieux s'épanouir sur le plan intellectuel et corporel.

Par ailleurs, le contenu idéologique pro-impérialiste de l'enseignement dans les facultés et les lycées, soulève l'indignation et la protestation de la jeunesse contre le pouvoir. Les étudiants, prenant de plus en plus conscience de la domination indirecte du capitalisme mondial, n'hésitent plus à le combattre sous toutes ses formes y compris sur le plan idéologique.

Les cours dispensés dans les établissements universitaires et scolaires, célébrant les valeurs de la classe dominante dans les pays impérialistes, sont contestés par l'auditoire. La culture bourgeoise occidentale, présentée à la jeunesse comme étant une vérité universelle hors de laquelle il ne saurait y avoir de connaissance réelle ni de salut véritable, est remise en cause par les étudiants qui accusent à juste titre le pouvoir d'être le principal responsable d'une part, de la propagation de l'idéologie impérialiste dans notre pays et, d'autre part, du refus de mettre en pratique une politique d'instruction réellement tunisienne par la voie, non pas du français, mais de la langue nationale.

Le maintien et la consolidation de la culture impérialiste révoltent les étudiants. Ces derniers considèrent cette agression idéologique du capitalisme international comme un microbe infectant notre peuple et un frein gênant considérablement le développement et l'épanouissement d'une culture populaire tunisienne.

La jeunesse, enfin, est révoltée contre le gouvernement destourien qui défend, sur le plan international, des positions très favorables aux Etats impérialistes occidentaux luttant contre les peuples et les nations dominés, soit pour conserver leurs intérêts économiques, soit pour élargir leurs zones d'influence. Au peuple vietnamien combattant l'agression américaine, le régime destourien n'hésite pas à se mettre sur les positions des U.S.A. et à reconnaître, non pas les représentants authentiques du peuple Sud-Vietnamien, mais le gouvernement fantoche de Saïgon. D'un autre côté, alors que le peuple palestinien opprimé lutte contre l'Etat sioniste valet de l'impérialisme américain pour se libérer, le gouvernement tunisien, tout en faisant croire qu'il soutient cette juste cause, trahit en fait le mouvement national palestinien en appuyant le « plan Rogers » qui aboutit pratiquement à la liquidation des forces de libération.

Face aux trahisons du gouvernement à l'égard de peuples et de nations souffrant des bombardements quotidiens et de l'oppression la plus atroce, la jeunesse universitaire et scolaire réagit par l'indignation, la protestation et la solidarité avec les causes anti-impérialistes. Au reste, dès qu'elle médite les prises de position criminelles du gouvernement, elle s'aperçoit que la politique étrangère favorable à l'impérialisme n'est, en fait, que le revers du régime réactionnaire tunisien dont l'autre face est une politique intérieure de soumission au capital mondial.

Mais si la révolte de la jeunesse contre le pouvoir exploiteur, fasciste et pro-impérialiste bat son plein, il est important de connaître les tâches actuelles des Marxistes-Léninistes (M.L.) tunisiens dans le milieu de la jeunesse et, plus exactement encore, il est capital de déterminer les rapports de l'activité des M.L. au sein des étudiants et des lycéens avec la tâche principale des militants révolutionnaires.

### III. — LES MARXISTES-LENINISTES TUNISIENS ET LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE

La tâche des M.L. est de travailler en liaison avec la classe ouvrière et les masses populaires pour qu'elles fassent la révolution, c'est-à-dire pour qu'elles mettent fin à leur oppression, à leur double exploitation, et par la classe locale oppressive détenant l'appareil d'Etat, et par l'impérialisme dominant indirectement la nation tunisienne. L'objectif stratégique des révolutionnaires est donc le renversement violent du pouvoir de la classe exploiteuse et le démantèlement de tous les intérêts impérialistes dans notre pays.

Cet objectif ne peut être atteint qu'en œuvrant pour l'union du peuple autour du Proletariat. Seules les masses populaires sous la direction du Proletariat, guidé par son parti (ayant pour idéologie le marxisme-léninisme et la pensée de Mao-Tsé-Toung), sont à même de détruire la superstructure politique de la classe exploiteuse tunisienne, fidèle alliée de l'impérialisme.

C'est donc au Proletariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, qu'incombe la tâche historique de rassembler autour de lui toutes les autres classes du peuple et de guider la révolution par l'intermédiaire de son avant-garde ouvrière marxiste-léniniste. Mais, étant donné, dans la phase actuelle, l'absence d'un parti révolutionnaire en Tunisie, le Proletariat a pour tâche fondamentale de s'organiser, d'unir ses propres rangs et de construire dans la lutte l'instrument qui lui fait défaut.

#### A) LA TACHE PRINCIPALE DES MARXISTES-LENINISTES

Les M.L. ne doivent pas, cependant, s'en tenir à répéter inlassablement qu'il est indispensable à la classe ouvrière de construire l'organisation révolutionnaire, ils doivent également œuvrer pour jeter les bases de la construction de ce parti et ils ne peuvent participer à cette activité qu'en tenant compte de la réalité objective et de la particularité de la phase actuelle. Il s'agit de tenir compte dans ce travail et du nombre réduit des M.L. tunisiens et de la fraction du Proletariat qui est susceptible de s'organiser le plus rapidement possible afin que les autres couches de la classe ouvrière viennent se regrouper par la suite autour du noyau (ou des noyaux) prolétarien (s) en question.

L'examen de la situation permet d'affirmer que la tâche principale « de l'heure » des révolutionnaires tunisiens est la jonction des intellectuels M.L. avec le prolétariat industriel urbain. Plusieurs raisons objectives sont à la base de la tâche fondamentale actuelle. Il faut reconnaître, tout d'abord que les M.L. en Tunisie sont encore peu nombreux, que leurs moyens sont faibles et qu'ils ne peuvent être, aujourd'hui, présents et actifs à un même degré dans toutes les classes du peuple, ni dans toutes les diverses couches du Prolétariat. Il est donc nécessaire de tenir compte de ses modestes moyens et de prendre garde afin de ne pas éparpiller ses énergies. Servir le peuple, c'est-à-dire faire la révolution, signifie actuellement, orienter les principales forces encore faibles en direction de cette fraction du Prolétariat qui est à même de créer le noyau (ou les noyaux) prolétarien (s) jetant ainsi la base d'une réelle jonction avec toutes les autres couches du Prolétariat et **créant, par là, les fondements du futur parti révolutionnaire.**

La partie de la classe ouvrière pouvant s'organiser le plus facilement est le Prolétariat Industriel des villes. Cette affirmation n'est ni fantaisiste ni arbitraire, elle découle des conditions objectives dans lesquelles vit cette fraction du Prolétariat. De toutes les couches de la classe ouvrière, elle est la plus concentrée et relativement la plus consciente. Cet éveil politique lui vient d'un long passé de lutte et de sa vie dans les villes où les écoles sont plus nombreuses que dans les régions rurales.

Pour toutes ces raisons, la tâche prioritaire et fondamentale, dans la phase actuelle, est le travail de jonction des intellectuels M.L. avec les ouvriers les plus avancés du Prolétariat industriel urbain. Mais, autant il est important de connaître en direction de quelle partie de la classe ouvrière les M.L. doivent orienter le travail de jonction, autant il est nécessaire de déterminer le contenu de notre activité au sein de cette fraction.

Dans la période actuelle il y a en Tunisie une classe ouvrière n'ayant pas un parti indépendant et se heurtant à un pouvoir dont la nature est exploiteuse et dont la **forme est absolutiste.** A côté de cela il existe de petits groupes M.L. faibles, bénéficiant d'une expérience pratique très modeste. Chaque groupe révolutionnaire est très vulnérable sur le plan organisationnel et la répression affaiblira encore plus les activités des M.L. s'ils ne luttent pas, également, pour créer les conditions les plus favorables au travail de jonction avec le Prolétariat. Si toute forme d'agitation n'est donc pas à exclure, la particularité de la situation actuelle nous impose néanmoins trois principales activités (qui ne sont d'ailleurs pas les seules) : l'enquête, la propagande et l'organisation.

Le travail d'enquête est une des tâches les plus importantes des intellectuels M.L. Ces derniers n'ont encore ni des liens solides avec le Prolétariat industriel des villes, ni une connaissance suffisante de cette même fraction et des autres fractions de la classe ouvrière. Ils ignorent, dans une large mesure, les problèmes et les revendications concrètes de la paysannerie ainsi que ceux des autres classes populaires. L'enquête doit concerner, toutefois, prioritairement le Prolétariat (surtout sa fraction industrielle urbaine) et, en second lieu, les classes populaires non prolétariennes, notamment la paysannerie.

Les intellectuels révolutionnaires doivent donc se mettre à l'école des ouvriers et du peuple et à apprendre auprès d'eux. Le travail d'enquête permet, à la fois, de connaître scientifiquement la réalité concrète et d'agir sur elle par la lutte. Connaître la situation, les revendications, les méthodes de lutte et les formes d'organisation du Prolétariat et du peuple est un devoir impérieux pour tous les M.L. tunisiens. En effet, autant l'enquête permet aux militants révolutionnaires de confirmer ou de rectifier la ligne politique, autant elle éclaire et facilite le travail d'organisation aux M.L. en leur indiquant, à la fois, les secteurs où la lutte est suffisamment avancée et les militants ouvriers les plus expérimentés et les plus doués.

Par ailleurs la **Propagande**, c'est-à-dire la diffusion de la conscience démocratique, anti-impérialiste et marxiste-léniniste dans le prolétariat est fondamentale. Si cette activité est négligée, le Prolétariat restera dominé par l'idéologie de la classe exploiteuse locale et par celle des Etats impérialistes et réactionnaires. Les intellectuels révolutionnaires ont donc pour devoir de mettre en échec la domination idéologique des classes exploiteuses et de l'impérialisme. Les M.L. ne peuvent remplir cette mission qu'en faisant connaître, particulièrement à la classe ouvrière des villes, les idées démocratiques, anti-impérialistes et marxistes-léninistes d'une part, et, d'autre part, qu'en diffusant au sein du Prolétariat une analyse correcte du système économique-social tunisien (de ses rapports avec l'impérialisme), un point de vue juste sur la structure des classes dans le pays et une ligne stratégique et tactique correcte du mouvement ouvrier.

Enfin, c'est en se basant sur l'enquête et la propagande que les groupes M.L. mèneront leur **travail organisationnel**. Cette troisième activité est celle sur laquelle les M.L. tunisiens doivent mettre l'accent dans la situation actuelle car c'est à partir d'elle que seront élargies ou freinées les tâches d'enquête, de propagande et tout le travail ultérieur du mouvement révolutionnaire.

## **B) LES TACHES DES MARXISTES-LENINISTES DANS LA JEUNESSE**

Mais si l'activité de jonction des intellectuels révolutionnaires avec le Prolétariat industriel urbain est la tâche principale des M.L., cela ne veut pas dire qu'ils doivent se cantonner strictement à cela et qu'ils peuvent négliger le travail au sein de la jeunesse. Au contraire, une activité menée en direction des étudiants et des lycéens d'une manière **correcte** et judicieuse ne peut que renforcer le travail révolutionnaire dans le milieu ouvrier.

### **1° Participation des marxistes-léninistes aux luttes de masse de la jeunesse**

La jeunesse universitaire et scolaire est une fraction du peuple. Tout en n'oubliant pas que les revendications de cette jeunesse s'inscrivent, quoi qu'on dise, dans un programme général de caractère démocratique et anti-impérialiste du peuple tout entier, les M.L. considèrent l'ensemble des étudiants et des lycéens comme une partie intégrante du mouvement démocratique et anti-impérialiste. La **masse** de la jeunesse universitaire et scolaire, de par ses liens sociaux et ses activités, de par aussi l'idéologie qui la domine, quel que



soit l'engouement de certaines de ses fractions pour les idées marxistes dans des phases données, est une composante des classes populaires **non prolétariennes**.

Comme l'ensemble de celles-ci, les étudiants et les lycéens sont intéressés à la démocratie ; ils veulent, en effet, s'exprimer et s'organiser librement pour défendre leurs intérêts et pour mieux lutter aux côtés des masses populaires contre l'absolutisme et l'impérialisme.

Les M.L. ne peuvent pas se désintéresser de la lutte d'une composante du mouvement démocratique. Ils n'oublient pas que la lutte de masse pour la liberté politique permet d'arracher quelques conquêtes limitées qui faciliteront le travail révolutionnaire en direction du Proletariat et qui activeront l'élargissement du mouvement ouvrier et populaire. L'activité des militants révolutionnaires dans la jeunesse quoique venant au second rang, ne doit en aucune manière être sous-estimée. Toutefois, les M.L. veilleront à la subordonner à leur activité fondamentale. Ils doivent, à la fois, ne pas dégarnir les secteurs ouvriers de militants révolutionnaires engagés dans le travail de jonction avec le Proletariat et ne pas abandonner totalement l'activité militante dans le milieu de la jeunesse universitaire et scolaire.

Le travail à l'intérieur des masses estudiantines consiste essentiellement en une activité de clarification idéologique et politique d'une part et, d'autre part, en une participation à l'organisation de ce mouvement afin qu'il puisse utiliser au mieux ses forces (très limitées par rapport à celles du prolétariat) et transformer en actes toutes ses potentialités. Sur le plan idéologique, les militants révolutionnaires ne peuvent oublier de répéter inlassablement que la masse de la jeunesse universitaire se rattache à la partie non-prolétarienne du peuple et que le contenu de ses revendications est démocratique et anti-impérialiste. Au niveau politique, un des devoirs des M.L. est d'œuvrer pour que la lutte du mouvement de la jeunesse ait un caractère de masse. Les étudiants et les lycéens constituent une fraction du mouvement démocratique populaire et, à eux seuls, ils ne représentent pas une force puissante. Il en découle une double tâche qui incombe au mouvement de jeunesse : unir ses propres rangs sur des mots d'ordre précis et communs, et lier ses luttes à celles des masses populaires.

Deux dangers menacent aujourd'hui le mouvement étudiant : le défaitisme et l'aventurisme politique. Le premier est proné par la direction révisionniste qui a capitulé dans la lutte démocratique en demandant aux étudiants « de ne pas rompre avec la direction actuelle de l'UGET » (1) et en essayant de les démobiliser au courant des derniers événements de février. La position du P.-C.-T. est réellement celle de l'acceptation du coup de force du pouvoir contre la majorité des congressistes de Korba et de la capitulation face aux actions fascistes du gouvernement. Comment peut-il d'ailleurs en être autrement lorsque la direction révisionniste va jusqu'à dire « Il ne s'agit pas non plus de mêler à des revendications syndicales qui réalisent l'unanimité, des mots d'ordre aussi irréalistes que ceux de la tenue d'un congrès extraordinaire et de l'élection d'une nouvelle C.A. » (2). Une position comme celle-ci doit être,

(1) Voir « Espoir », janvier 1972.

(2) Voir « Espoir », janvier 1972.

dans la phase actuelle, dénoncée et fermement combattue car elle est défaitiste, capitularde et démobilisatrice. Du reste, n'est-il pas bizarre que ceux qui prétendent être à l'avant-garde dans la lutte démocratique, s'évertuent à abaisser jusqu'au dernier grade le niveau politique des masses estudiantines dans des conditions où le degré de conscience politique du mouvement de la jeunesse universitaire est élevée ?

Étrange destinée que celle d'un parti se réclamant de Lénine et n'arrivant même pas, dans le combat démocratique, à se mettre au niveau de conscience des masses estudiantines, aboutissant ainsi à contempler, non pas le dos du Proletariat (il n'en n'est pas encore là !) mais le postérieur du mouvement de la jeunesse intellectuelle !...

L'aventurisme politique est le second danger menaçant le mouvement étudiant. Les M.L. doivent combattre, d'une manière adéquate mais ferme, aussi bien le défaitisme que l'aventurisme. Il en est ainsi, non pas parce qu'il y va seulement du mouvement étudiant et lycéen, mais aussi et surtout parce que ce second mal porte atteinte au développement de la lutte du mouvement ouvrier révolutionnaire encore embryonnaire. L'aventurisme, qui est la manifestation, sur le plan politique, de l'infantilisme gauchiste, aboutit à faire perdre au mouvement, s'il ne s'en libère pas, son caractère de masse. Il en résulte alors un isolement de la minorité radicale par rapport aux masses, une démobilisation de la majorité des étudiants et un échec cuisant pour tout le mouvement de la jeunesse universitaire.

Les militants étudiants, y compris les nôtres, ont tiré en février 1972 des leçons des événements de mars 1968 pendant lesquels notre groupe (tout en cherchant dans la lutte et d'une manière consciente la jonction avec le peuple) n'a pas pratiqué une politique et une ligne de masse. Les leçons de l'expérience de mars 1968 ont été concluantes à plus d'un titre : les militants étudiants ont associé judicieusement les mots d'ordre politique aux slogans « corporatistes ». Par un long et patient travail de propagande mené au sein des étudiants, ils ont pu convaincre, par ailleurs, la grande masse de la jeunesse universitaire (lors d'actions préalables relativement courtes) de la justesse des mots d'ordre de février dernier.

## 2° Les tâches au sein de la minorité radicale étudiante

La participation des M.L. tunisiens aux luttes estudiantines et lycéennes, bien qu'étant une tâche seconde reste subordonnée à l'activité de jonction avec le Proletariat Industriel urbain. Plus ils soutiennent cette composante du mouvement démocratique (tout en tenant compte du travail principal et du niveau de leurs propres forces), plus l'activité des révolutionnaires sera relativement facilité et plus aussi les mouvements populaire et ouvrier seront élargis.

Toutefois, à côté de cette participation aux luttes démocratiques de la jeunesse universitaire et scolaire, les M.L. ont à accomplir une autre tâche qui est encore plus étroitement soumise à l'activité fondamentale des révolutionnaires tunisiens. Ce second travail ne se fait pas en direction de la masse estudiantine car il intéresse uniquement la minorité la plus avancée de la jeunesse universitaire et scolaire.

Il va sans dire que ces militants radicaux émergent essentiellement dans la lutte démocratique universitaire et scolaire. Celle-ci entraîne, en effet, de

larges masses combattant l'absolutisme et l'impérialisme. Au cours de ces actions, certaines personnes, peu nombreuses, se distinguent, tout d'abord, par leur faculté d'analyser la situation du moment et de lier la révolte présente à des luttes futures encore plus larges et plus vigoureuses. Ils émergent également par leur combativité et leur ténacité dans les moments les plus difficiles, particulièrement dans les phases où la répression bat son plein.

Cette minorité consciente, dévouée et combative que la lutte révèle, doit être l'objet de soins attentifs de la part des M.L. Les révolutionnaires doivent repérer cette minorité et la mettre au service de la lutte ouvrière et populaire. Ils ne peuvent le faire que par la présence de certains M.L. à l'université et par un double travail révolutionnaire qui est à la fois, pratique et idéologique.

Les discussions sur la nature du régime et la forme du pouvoir tunisien, sur la situation du Prolétariat et de ses rapports avec toutes les autres classes, sur la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'impérialisme, sur la clarification toujours continue de la ligne stratégique et tactique du mouvement révolutionnaire, doivent être nécessairement combinés à un travail pratique en direction du Prolétariat afin d'éviter à la fois « le culte des idées abstraites », déviation très répandue dans le milieu intellectuel, et le « praticisme ouvrieriste ou populiste », autre déviation qui a beaucoup infecté les militants « spontanéistes ».

Le travail de radicalisation de cette minorité intellectuelle ne peut être fait que par deux actions liées et coordonnées entre elles. Il s'agit bien entendu de décupler la propagande M.L. en direction de ce petit nombre de militants étudiants radicaux, de collaborer avec eux pour connaître d'une manière précise la nature de notre société, du pouvoir tunisien et de mettre toujours l'accent sur la nécessité de se lier au Prolétariat afin d'œuvrer pour la croissance du mouvement ouvrier révolutionnaire naissant et pour la consolidation et l'élargissement du mouvement populaire.

Mais cette activité de propagande sera très peu efficace si elle n'est pas étroitement combinée et liée à l'association de la minorité radicale issue de l'université et des lycées, au travail de « jonction avec le Prolétariat industriel des villes ». Les militants révolutionnaires ne sauraient trop insister sur l'énorme importance du mouvement prolétarien et la transformation des intellectuels radicaux petits bourgeois en de militants M.L. faisant corps avec le Prolétariat.

Il n'y a pas à dire, et n'en déplaise à certains esprits dogmatiques, des deux activités en direction de la minorité étudiante la plus avancée (et sans nier bien entendu l'importance du facteur idéologique) la tâche principale dans la phase actuelle est l'association de la minorité intellectuelle radicale à l'activité de jonction avec le Prolétariat industriel urbain car l'avenir du mouvement ouvrier et populaire tunisien dépend de ce travail. Du reste n'est-il pas exact que c'est à partir de la volonté et surtout de la capacité de se lier aux ouvriers et au peuple que les intellectuels se réclamant du marxisme-léninisme montrent s'ils sont de véritables militants révolutionnaires prolétariens ou bien alors d'authentiques petits bourgeois radicaux ?

En définitive, c'est de la lutte et de la participation du mouvement étudiant et lycéen aux autres combats démocratiques et anti-impérialistes des masses populaires sous la conduite d'un puissant mouvement ouvrier ayant à sa tête un parti marxiste-léniniste, que la jeunesse pourra trouver une solution radicale à ses problèmes et s'assurer un avenir radieux.

Seule la révolution est à même de satisfaire complètement ses revendications. Mais, dès à présent, la jeunesse peut arracher quelques conquêtes partielles.

La colère du mouvement de février a ébranlé le pouvoir ; pour peu que les étudiants et les lycéens s'organisent et s'unissent au peuple, ils pourront arracher d'autres conquêtes. Une chose est certaine : plus la jeunesse s'unira à la classe ouvrière et aux autres masses populaires, plus elle rapprochera la Révolution qui balayera comme un flot tumultueux le pouvoir exploiteur, oppresseur et pro-impérialiste.

Mars 1972, Mohamed Ben ALI.

## BREF RAPPEL DES EVENEMENTS DE FEVRIER 1972

*C'est dans une atmosphère à la fois de crise politique et économique de régime que se déclenche le mouvement démocratique de la jeunesse en février 1972.*

*Ces dernières années, les contradictions du régime se sont approfondies de plus en plus et les luttes populaires n'ont cessé de prendre de l'ampleur, surtout après la crise de 69, couronnée par la liquidation de Ben Salah, chef de file de la bourgeoisie d'Etat.*

*D'une part, instabilité et changements ministériels fréquents, lutte entre les fractions de la bourgeoisie (fractions mestiristes et nouristes) ; les luttes intestines de la bourgeoisie atteignent un tel degré qu'elles apparaissent au grand jour, au congrès de Monastir où Bourguiba, rejetant une fois de plus les règles les plus élémentaires de la démocratie, alla à l'encontre du principe électif et des décisions du congrès. Il choisit lui-même les membres du Bureau Politique et se débarrassa en fin de compte de Mestiri en l'excluant du Destour, alors qu'il avait la majorité.*

*Si les masses populaires étaient « habituées » à ces méthodes antidémocratiques, c'était la première fois qu'elles se manifestaient d'une façon aussi flagrant au sein même du parti.*

*D'autre part, révoltes paysannes, manifestations et grèves ouvrières, manifestation antigouvernementale (lors d'un match de football).*

*Au niveau étudiant, après la période de creux qui a suivi la répression de 68, le mouvement reprend et se développe sur la base des problèmes spécifiques à l'enseignement. Face aux justes revendications des étudiants, le pouvoir répond par la répression et le dénigrement. Ainsi, des masses de plus en plus larges d'étudiants prennent conscience de la nature politique des problèmes, du caractère fondamentalement répressif du régime, de l'impossibilité de résoudre leurs problèmes en dehors de l'ensemble des masses tunisiennes et de la nécessité de se lier à elles.*

### **Le congrès de Korba et les premières journées de février 1972**

*Malgré les trucages habituels, pour la première fois dans l'histoire du syndicat étudiant, la majorité des délégués au 18<sup>e</sup> congrès appartenait à l'opposition. Cependant, dans l'opposition, deux tendances importantes se sont trouvées inconciliables.*

*La première, révisionniste, ignorant la base, voulait obtenir la direction de l'U.G.E.T. pour mieux négocier avec le pouvoir.*

*Pour la deuxième tendance, plus radicale, le problème n'était pas seulement de remplacer une direction par une autre, mais d'obtenir une réforme démocratique des structures de l'U.G.E.T. pour qu'elle soit véritablement représentative. Leur mot d'ordre était : « Réformer l'U.G.E.T. afin que la direction ne représente plus le pouvoir face aux étudiants mais les étudiants face au pouvoir ». Cela ne pouvait qu'effrayer ce dernier qui espérait une mise au pas plus facile ; la seule solution pour lui était le coup de force : ordre d'arrêter le congrès et d'imposer une direction fantôme.*

*Contre ce coup de force, et ces pratiques antidémocratiques, l'opposition s'est regroupée dès la fin du congrès ; une pétition est signée et une commission est mise sur pied pour informer la base étudiante. C'est dans cette atmosphère que se fait la rentrée universitaire. C'est au même moment où de nouveaux problèmes se posent que le pouvoir, dans le cadre de sa politique de classe au niveau de l'enseignement, décide*

de diminuer les bourses. Le 28 octobre, un grand nombre d'étudiants, essentiellement de nouveaux bacheliers, investissent le bureau de l'U.N.O.U. (Office National des Œuvres Universitaires) puis se dirigent vers l'Education Nationale ; les forces de l'ordre interviennent et les dispersent.

Les étudiants, voyant leurs droits bafoués, déclenchent deux grèves d'avertissement : la première a lieu le 16 novembre 71, la seconde, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre. Au cours des assemblées générales, ils dénoncent la politique de sélection au niveau de l'enseignement et la direction fanloche de l'U.G.E.T. ; des pétitions sont envoyées au gouvernement.

## L'exclusion de Ben Chehida et l'affaire Ben Othman

A la faculté des Sciences, Ferid Ben Chehida a été exclu de l'université après avoir comparu devant le conseil de discipline ; on lui reproche d'avoir manqué de respect à une assistance. Les étudiants se mobilisent et une grève est déclenchée le 21 janvier pour exiger sa réintégration. La mobilisation a surpris par son ampleur étant donné que ce n'était pas la première exclusion.

C'est l'annonce du procès de Simone et Ahmed Ben Othman pour les 1<sup>er</sup> et 3 février 72 qui déclenche le mouvement.

Ahmed Ben Othman avait été arrêté le 21 avril 71, dix mois auparavant. Il attendait d'être jugé pour complot contre la sûreté intérieure de l'Etat. Seul inculpé dans ce complot, il lui était reproché d'avoir écrit dans le journal clandestin « El Amel Et Tounsi » des articles d'analyse et d'informations sur les luttes que mènent la classe ouvrière et le peuple, luttes que le pouvoir réactionnaire tente en vain d'étouffer. Il avait été condamné en 68 à douze ans de prison en tant que militant du groupe « Perspectives », puis libéré en 70.

Simone Ben Othman, condamnée en 68 par contumace, après avoir été expulsée, a obtenu la levée de la mesure d'expulsion en 70, (après la libération de tous les condamnés, assortie pour la plupart d'entre eux, de mesures d'assignation à résidence) et elle est rentrée au pays au mois de juillet où elle a épousé le camarade Ahmed Ben Othman. Le 10 janvier 72, le pouvoir se souvient de la condamnation par contumace et elle est arrêtée ; le 1<sup>er</sup> février elle est jugée devant la cour de Sûreté de l'Etat et condamnée à 2 ans de prison avec sursis.

Ce sont ces deux faits qui vont provoquer la mobilisation des masses étudiantes contre la nature fondamentalement répressive du pouvoir.

## Les premières journées de février 1972

Le samedi 29 janvier : meeting à la faculté des Lettres ; les étudiants posent le cas des camarades Ahmed et Simone Ben Othman en rapport avec la répression en Tunisie et la lutte pour les libertés démocratiques. Les étudiants proposent, comme mode d'action, d'investir le Palais de Justice le mardi 1<sup>er</sup> février. La grève des cours est décidée pour lundi.

Le lundi 31 janvier : grève générale ; des assemblées générales ont lieu dans toutes les facultés, les étudiants discutent du problème de l'exclusion de Ben Chehida et de celui des camarades Ben Othman. Le cas d'Ahmed Ben Othman est posé, ici aussi, en liaison avec les luttes populaires récentes (ouvrières et paysannes). Décision est prise de manifester demain devant le Palais de Justice.

Le mardi 1<sup>er</sup> février : manifestation de plusieurs milliers d'étudiants tandis que plusieurs centaines assistaient au procès. A la fin de la matinée, la police disperse brutalement les manifestants en les matraquant ; les étudiants ne se laissent pas impressionner et de nouvelles manifestations ont lieu à Bab Souika, à la porte de France et devant le ministère de l'intérieur.

Le mercredi 2 février : meeting grandiose au campus qui regroupe plus de 4 000 étudiants ; on dénonce la répression qui s'abat sur les citoyens, on relie les revendications démocratiques générales à certaines questions particulières aux étudiants : la direction fantoche de l'U.G.E.T., la politique réactionnaire suivie dans l'enseignement, etc. Un véritable ultimatum, voté par la quasi-totalité des participants, est adressé au gouvernement, exigeant le droit d'organiser un congrès extraordinaire de l'U.G.E.T. et la réélection de tous les membres du Bureau Exécutif, faute de quoi, une grève illimitée des cours serait prononcée le lundi 7. En attendant, la grève commencée se poursuivrait jusqu'à dimanche. Cinq commissions (« politique générale », « affaires intérieures », « affaires culturelles », « affaires syndicales », « presse et information » composées de 4 étudiants de chaque faculté sont constituées pour organiser le congrès...

Des groupes de discussion se forment : le thème central : la jonction avec le prolétariat. Des consignes sont lancées : rester calme, ne pas répondre aux provocations de la police, être présents tous les jours de manière à ce que la grève soit active... Le mouvement, spontané et assez confus au départ, commence à prendre forme et à s'auto-organiser. La police, toujours présente sur les lieux, se montre incapable de contenir le mouvement ; (au total, plus d'une centaine de personnes ont pris la parole ce jour-là!).

D'autre part, les lycées commencent à entrer dans le mouvement. Les classes terminales du lycée de jeunes filles de la rue de Pacha se mettent en grève pour deux jours. Agissant « solidairement avec les élèves de tous les lycées de la république », elles affirment leur « soutien aux justes revendications démocratiques des étudiants » et se déclarent « en lutte pour la création d'une U.N.E.T. (Union Nationale des Elèves Tunisiens) (1) ».

Le pouvoir, pour parer à l'ampleur du mouvement, entreprend une campagne de dénigrement et, pour cela, il n'hésite pas à utiliser tout l'appareil de propagande dont il dispose (presse, radio... ) ; les étudiants sont traités d'agitateurs, de pro-sionistes (pour avoir soutenu la camarade Simone Ben Othman) (2).

(1) Extraits de la Motion des lycéennes de la rue de Pacha.

(2) - Ils ont voulu, cette fois, exploiter la comparution devant la justice de la nommée Simone Lellouch, de nationalité française... » (« L'Action » du 2 février 1972.)

Déjà parus dans la collection :

- N° 1 : « **Les caractéristiques de la période actuelle du développement de la Tunisie et les instruments de la révolution arabe.** »
- N° 2 : « **La question palestinienne dans ses rapports avec le développement de la lutte révolutionnaire en Tunisie.** »
- N° 3 : « **Mémoires de militants.** »
- N° 4 : « **A la lumière du procès du GEAST : les acquis et les perspectives de la lutte révolutionnaire en Tunisie.** »
- N° 5 : « **Les problèmes agraires dans la Tunisie actuelle.** »
- N° 6 : « **" La voie tunisienne vers le socialisme " - Réponse au révisionniste Harmel.** »
- N° 7 : « **Deux années de travail au sein de la classe ouvrière tunisienne : un premier bilan.** »